

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

COMPTES CONSOLIDÉS
30 JUIN 2023

COMPTES SOCIAUX
30 JUIN 2023

Tour Mamounia, Place Moulay
El Hassan, Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

Des fondamentaux financiers sains et des réalisations portées par la bonne résilience des métiers de la banque

Au terme du 1^{er} semestre 2023, CDG Capital affiche des réalisations financières qui confirment sa résilience après un premier trimestre exceptionnellement haussier de taux, induisant un effet de base important par rapport aux réalisations constatées en social et en consolidé au titre de la même période de l'exercice précédent.

Au plan du bilan, le 1^{er} semestre a été marqué par une dynamique favorable des crédits et une diminution de l'endettement financier de la banque.

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2023 est optionnelle.

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin juin 2023, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2023		31/12/2022		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y

compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêté, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 70%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF

ACTIF	Notes	30/06/2023	31/12/2022
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	885 060	649 249
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	5 732 777	7 590 093
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		5 502 993	7 355 690
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		229 785	234 403
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	3 085 807	2 687 114
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		3 048 533	2 649 840
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		37 274	37 274
Titres au coût amorti	5.1.4	330	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	776 237	785 635
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	2 324 139	1 784 316
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		5 598	26 309
Actifs d'impôt différé		24 037	18 953
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	782 646	809 519
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immuebles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	5.1.8	71 571	76 465
Immobilisations incorporelles	5.1.9	82 902	82 585
Ecarts d'acquisition	5.1.10	98 235	98 235
TOTAL ACTIF		13 869 340	14 608 474

5.1.1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	30/06/2023		31/12/2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	524	-	437	-
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	884 537	-	648 812	-
Total	885 060	-	649 249	-

5.1.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	30/06/2023				31/12/2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	5 502 993	-	5 502 993	-	7 355 690	-	7 355 690
Bons du Trésor	-	5 163 008	-	5 163 008	-	6 698 598	-	6 698 598
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	10 717	-	10 717	-	359 912	-	359 912
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	329 267	-	329 267	-	297 180	-	297 180
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	96 468	131 254	2 063	229 785	101 568	131 422	1 413	234 403
Total	96 468	5 634 246	2 063	5 732 777	101 568	7 487 112	1 413	7 590 093

5.1.3. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*	30/06/2023				31/12/2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables	-	3 048 533	-	3 048 533	-	2 649 840	-	2 649 840
Bons du Trésor	-	1 770 430	-	1 770 430	-	973 396	-	973 396
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	1 278 103	-	1 278 103	-	1 676 445	-	1 676 445
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables	-	-	37 274	37 274	-	-	37 274	37 274
Total	-	3 048 533	37 274	3 085 807	-	2 649 840	37 274	2 687 114

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9	30/06/2023				31/12/2022			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	3 068 697	-	-	3 068 697	2 669 548	-	-	2 669 548
Dépréciations	20 163	-	-	20 163	19 708	-	-	19 708
Net	3 048 533	-	-	3 048 533	2 649 840	-	-	2 649 840

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4. Titres au coût amorti

	30/06/2023	31/12/2022
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	37 996	38 657
Total	37 996	38 657
Dépréciations	37 666	38 657
Net	330	-

Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9	30/06/2023				31/12/2022			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	-	-	37 996	37 996	-	-	38 657	38 657
Dépréciations	-	-	37 666	37 666	-	-	38 657	38 657
Net	-	-	330	330	-	-	-	-

5.1.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

	30/06/2023	31/12/2022
A vue	226 250	168 291
Comptes ordinaires	226 250	168 291
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
A terme	557 034	625 262
Prêts et comptes à terme	555 000	618 333
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	2 034	6 929
Encours bruts	783 284	793 553
Dépréciations	7 047	7 918
Encours nets	776 237	785 635

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	30/06/2023				31/12/2022			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	783 284	-	-	783 284	793 553	-	-	793 553
Dépréciations	7 047	-	-	7 047	7 918	-	-	7 918
Net	776 237	-	-	776 237	785 635	-	-	785 635

5.1.6. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières		30/06/2023	31/12/2022
Crédits de trésorerie	70 821	10 737	545 568	535	627 662	594 677
- Comptes à vue débiteurs	821	10 737	126 926	535	139 019	335 615
- Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
- Autres crédits de trésorerie	70 000	-	418 642	-	488 642	259 062
Crédits à la consommation	-	-	-	1 974	1 974	2 089
Crédits à l'équipement	632 000	-	744 885	-	1 376 885	1 173 458
Crédits immobiliers	-	-	-	300	300	701
Intérêts courus à recevoir	10 915	-	5 151	-	16 066	21 185
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	311 183	6 882	318 065	7 646
Encours bruts	713 736	10 737	1 606 786	9 691	2 340 951	1 799 756
Dépréciations	-	-	10 093	6 719	16 812	15 439
Encours nets	713 736	10 737	1 596 693	2 972	2 324 139	1 784 316

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	30/06/2023				31/12/2022			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	2 334 232	-	6 719	2 340 951	1 793 037	-	6 719	1 799 756
Dépréciations	10 093	-	6 719	16 812	8 720	-	6 719	15 439
Net	2 324 139	-	-	2 324 139	1 784 316	-	-	1 784 316

5.1.7. Comptes de régularisation et autres actifs

	30/06/2023	31/12/2022
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 280	2 278
Créances fiscales	244 891	229 673
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	50 042	53 493
Débiteurs divers	484 578	524 076
Comptes de liaison	855	-
Total	782 646	809 519

5.1.8. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2022	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 30/06/2023
Terrains et constructions	39 979	281	-	40 260
Matériel, outillage et transport	4 877	507	1 224	4 160
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	60 323	1 240	-	61 563
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	239	-	-	239
Droits d'utilisation	85 251	-	-	85 251
Total	190 668	2 028	1 224	191 472

Amortissements	Cumul amortissements au 31/12/2022	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 30/06/2023
Terrains et constructions	27 930	906	-	28 836
Matériel, outillage et transport	3 712	216	780	3 149
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	50 674	2 093	-	52 767
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-
Droits d'utilisation	31 886	3 263	-	35 149
Total	114 203	6 479	780	119 902

Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/2022	Valeurs nettes au 30/06/2023
Terrains et constructions	12 049	11 424
Matériel, outillage et transport	1 164	1 011
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	9 649	8 795
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	239	239
Droits d'utilisation	53 364	50 101
Total valeurs nettes	76 465	71 571

Droits d'utilisation	31/12/2022	30/06/2023
Immobilier		
Valeurs brutes	85 251	85 251
Amortissements et dépréciations	31 886	35 149
Valeurs nettes	53 364	50 101
Mobilier		
Valeurs brutes	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-
Valeurs nettes	-	-
Total valeurs nettes	53 364	50 101

5.1.9. Immobilisations incorporelles

	Valeurs brutes au 31/12/2022	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotations de l'exercice	Valeurs brutes au 30/06/2023
Valeurs brutes	207 486	10 351	-	-	217 837
Amortissements	124 902	-	-	10 034	134 935
Valeurs nettes	82 584	10 351	-	10 034	82 901

5.1.10. Ecarts d'acquisition

	31/12/2022	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	30/06/2023
Valeur brute	98 235	-	-	-	-	98 235
CDG Capital Gestion	93 424	-	-	-	-	93 424
CDG Capital Bourse	4 802	-	-	-	-	4 802
CDG Capital Real Estate	9	-	-	-	-	9
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Gestion	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Bourse	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Real Estate	-	-	-	-	-	-
Valeurs nettes	98 235	-	-	-	-	98 235

5.2. PASSIF

PASSIF	Notes	30/06/2023	31/12/2022
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	95 494	120 932
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		95 494	120 932
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	4 791 583	5 403 444
Dettes envers la clientèle	5.2.3	2 831 873	3 403 961
Titres de créance émis	5.2.4	2 562 049	2 739 645
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		4 934	27 455
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	1 830 332	1 152 455
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	1 748	3 817
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	607 528	612 804
Capitaux propres		1 143 798	1 143 960
Capital et réserves liées		930 000	930 000
Réserves consolidées		232 605	175 316
Part du groupe		232 605	175 316
Part des minoritaires		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(12 739)	(22 843)
Part du groupe		(12 739)	(22 843)
Part des minoritaires		-	-
Résultat net de l'exercice		(6 068)	61 487
Part du groupe		(6 068)	61 487
Part des minoritaires		-	-
TOTAL PASSIF		13 869 340	14 608 474

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	30/06/2023				31/12/2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	95 494	-	95 494	-	120 932	-	120 932
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	95 494	-	95 494	-	120 932	-	120 932

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	4 818	55 673	-	60 491	89 909
Valeurs données en pension	2 100 857	-	851 296	-	2 952 153	2 101 322
- au jour le jour	-	-	851 296	-	851 296	-
- à terme	2 100 857	-	-	-	2 100 857	2 101 322
Emprunts de trésorerie	-	172 103	1 550 000	-	1 722 103	3 154 000
- au jour le jour	-	-	1 550 000	-	1 550 000	3 030 000
- à terme	-	172 103	-	-	172 103	124 000
Emprunts financiers	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	1 733	268	641	-	2 642	1 096
Autres dettes	-	-	-	-	-	-
Dettes locatives	-	54 195	-	-	54 195	57 118
Total	2 102 590	231 383	2 457 610	-	4 791 583	5 403 445

Variation des dettes locatives	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	30/06/2023
	Dettes locatives	85 251	-	-
Amortissements	28 133	2 923	-	31 056
Valeurs nettes	57 118	(2 923)	-	54 195

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
Comptes à vue créditeurs	5 215	1 010 907	736 872	80 905	1 833 899	1 370 710
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	629 416	90 000	-	719 416	709 731
Valeurs données en pension	-	179 696	-	-	179 696	1 170 558
Autres comptes créditeurs	79 572	1 976	10 352	260	92 160	145 306
Intérêts courus à payer	-	5 549	1 153	-	6 702	7 656
Total	84 787	1 827 544	838 377	81 165	2 831 873	3 403 961

5.2.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	30/06/2023
	Bons de caisse	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	2 739 645	1 248 793	1 426 390	2 562 049
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Titres subordonnés	612 804	2 638	7 915	607 528
- à durée déterminée	512 775	-	7 915	504 861
- à durée indéterminée	100 029	2 638	-	102 667
Total	3 352 450	1 251 431	1 434 304	3 169 577

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	30/06/2023	31/12/2022
Opération diverses sur titres	1 423 427	716 298
Sommes dues à l'Etat	79 693	37 193
Clients avances et acomptes	3 529	3 522
Charges à payer	19 615	30 908
Dividendes à payer	-	-
Autres passifs	304 069	364 535
Total	1 830 332	1 152 455

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	30/06/2023
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	3 817	-	2 069	1 748
Total	3 817	-	2 069	1 748

Ventilation des provisions	31/12/2022	30/06/2023
	Court terme	3 817
Long terme	-	-
Total	3 817	1 748

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Notes	30/06/2023	30/06/2022
+ Intérêts, rémunérations et produits assimilés	6.1	101 396	66 105
- Intérêts, rémunérations et charges assimilées	6.1	(137 321)	(91 379)
MARGE D'INTERET		(35 925)	(25 274)
+ Commissions (produits)	6.2	65 766	70 421
- Commissions (charges)	6.2	(2 038)	(3 878)
MARGE SUR COMMISSIONS		63 728	66 543
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	42 730	85 346
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		13 071	31 318
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		29 660	54 028
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	6.4	3 390	(1 381)
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		3 390	(1 381)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la JVOCI en actifs financiers à la JVR		-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance		-	-
+ Produits des autres activités	6.5	49 073	58 978
- Charges des autres activités	6.5	(11 431)	(8 303)
PRODUIT NET BANCAIRE		111 566	175 909
- Charges générales d'exploitation	6.6	(105 741)	(90 589)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(16 530)	(18 662)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		(10 705)	66 658
Coût du risque	6.7	2 021	5 347
RESULTAT D'EXPLOITATION		(8 683)	72 005
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		176	-
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔT		(8 508)	72 005
- Impôt sur les résultats	6.8	2 439	(25 317)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RESULTAT NET		(6 068)	46 689
Intérêts minoritaires (ou Participations ne donnant pas le contrôle)		-	-
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		(6 068)	46 689
Résultat de base par action (en dirhams)	6.9	(0,65)	5,02
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.9	(0,65)	5,02

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	30/06/2023	30/06/2022
RESULTAT NET		(6 068)	46 689

Éléments recyclables en résultat net :		
Ecart de conversion	9 947	(8 291)
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des MEE	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	-	-
Impôts liés	-	-
Éléments recyclables non en résultat net :		
Réévaluation des immobilisations	-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-	-
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la JVR	-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur MEE non recyclables	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	-	-
Impôts liés	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	9 947	(8 291)

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		
Dont Part du Groupe	3 879	38 398
Dont Part des minoritaires	-	-

JVR : Juste valeur par résultat
JVOCI : Juste valeur par capitaux propres
MEE : Entreprises Mises en Équivalence

6.1. Marge d'intérêt

	30/06/2023	30/06/2022
Sur opérations avec les établissements de crédits	9 743	4 573
Sur opérations avec la clientèle	46 060	23 977
Intérêts courus et échus sur titres	45 120	37 248
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	473	307
Produits d'intérêt	101 396	66 105
Sur opérations avec les établissements de crédits	36 850	23 174
Sur opérations avec la clientèle	40 552	25 232
Sur dettes représentées par titres	47 648	33 150
Sur dettes subordonnées	11 209	8 618
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	1 063	1 207
Charges d'intérêt	137 321	91 379

6.2. Commissions

	30/06/2023			30/06/2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	57 710	1 257	56 453	56 689	2 959	53 730
Prestations et services pour conseils financiers	6 901	-	6 901	13 246	-	13 246
Autres	1 155	781	374	486	919	(434)
Produits et charges nets des commissions	65 766	2 038	63 728	70 421	3 878	66 543

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2023	30/06/2022
Dividendes reçus	145	275
Plus ou moins valeurs réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	(31 852)	68 581
Plus ou moins valeurs latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	1 284	13 745
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	73 153	2 725
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Gains ou pertes nets	42 730	85 346

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2023	30/06/2022
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins valeurs sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 390	(1 381)
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 390	(1 381)

6.5. Résultat des autres activités

	30/06/2023	30/06/2022
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	37 642	50 676
Produits et charges nets des autres activités	37 642	50 676

6.6. Charges générales d'exploitation

	30/06/2023	30/06/2022
Charges de personnel	64 897	59 904
Impôts et taxes	1 996	1 963
Services extérieurs et autres charges	38 847	28 722
Charges générales d'exploitation	105 741	90 589

6.7. Coût du risque

	30/06/2023	30/06/2022
Dotations aux provisions	957	-
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	502	-
Provisions pour dépréciation des titres	455	-
Provisions pour risques	-	-
Reprises sur provisions	2 978	6 384
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-	2 922
Provisions pour dépréciation des titres	991	2 769
Provisions pour risques	1 987	694
Variation des provisions	(2 021)	(6 384)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-	1 037
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	(2 021)	(5 347)

6.8. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	30/06/2023	30/06/2022
Charge d'impôts courants	8 533	17 685
Charge d'impôts différés	(10 972)	7 632
Charge d'impôts de la période	(2 439)	25 317

6.9. Résultat de base et résultat dilué par action

	30/06/2023	30/06/2022
Résultat Net Part du Groupe	(6 068)	46 689
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	9 300 000
Résultat par action en dirhams	(0,65)	5,02

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	30/06/2023	31/12/2022
Engagements de financements et de garantie donnés	2 653 420	2 412 695
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	293 888	282 333
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	222 362	16 089
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	71 526	266 244
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 359 532	2 130 363
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	2 359 532	2 130 363
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	1 141 438	1 141 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	409 438
- Garanties de crédits	409 438	409 438
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
- Garanties de crédits	232 000	232 000
- Autres garanties reçues	-	-

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2021	930 000	-	-	265 488	11 441	(13 230)	1 193 698	-	1 193 698
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(4 611)	-	-	(4 611)	-	(4 611)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2022	930 000	-	-	260 876	11 441	(13 230)	1 189 087	-	1 189 087
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(85 560)	-	-	(85 560)	-	(85 560)
Résultat de l'exercice au 31 Décembre 2022	-	-	-	61 487	-	-	61 487	-	61 487
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	(13 584)	(7 470)	(21 054)	-	(21 054)
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	(13 584)	(7 470)	(21 054)	-	(21 054)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2022	930 000	-	-	236 803	(2 143)	(20 700)	1 143 960	-	1 143 960
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(4 198)	-	158	(4 040)	-	(4 040)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2023	930 000	-	-	232 605	(2 143)	(20 543)	1 139 920	-	1 139 920
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2023	-	-	-	(6 068)	-	-	(6 068)	-	(6 068)
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	9 947	-	9 947	-	9 947
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	9 947	-	9 947	-	9 947
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 30 Juin 2023	930 000	-	-	226 537	7 804	(20 543)	1 143 798	-	1 143 798

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2023	31/12/2022
1 Résultat avant impôts (A)	(8 508)	95 499
2 +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	16 530	35 375
3 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
4 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(536)	(5 100)
5 +/- Dotations nettes aux provisions	(1 486)	6 291
6 +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
7 +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	-
8 +/- Produits/charges des activités de financement	-	-
9 +/- Autres mouvements	-	1 182
10 = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	14 508	37 749
11 +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(598 669)	(423 930)
12 +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 113 283)	98 891
13 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 255 588	1 780 158
14 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	799 740	(1 203 426)
15 - Impôts versés	(8 533)	(26 090)
16 = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	334 843	225 603
17 FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	340 844	358 850
18 +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
19 +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20 +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(12 379)	(28 144)
21 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(12 379)	(28 144)
22 +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-	(85 560)
23 +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(5 276)	100 029
24 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	(5 276)	14 469
25 Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
26 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	323 188	345 175
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	30/06/2023	31/12/2022
27 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	727 632	382 456
28 Caisse, banque centrales, CCP(lactif & passif)	649 249	430 424
29 Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	78 382	(47 968)
30 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	1 050 820	727 632
31 Caisse, banque centrales, CCP(lactif & passif)	885 060	649 249
32 Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	165 759	78 382
33 VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	323 188	345 175

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

	30/06/2023	30/06/2022
Résultat net de l'ensemble consolidé	(6 068)	46 689
Impôts exigibles (IS)	8 533	17 685
Impôts différés	(10 972)	7 632
Total charge fiscale consolidée IFRS	(2 439)	25 317
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	(8 508)	72 005
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	29%	35%
Montant de différences de taux mère/filiale	1 352	1 827
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge fiscale recalculée	(1 087)	27 144
Taux d'impôt légal au Maroc	37,75%	37,00%

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2022	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/2023
Impôts différés actifs	18 953	(10 972)	16 056	24 037
Impôts différés passifs	-	-	-	-
Impôts différés actifs / passifs	18 953	(10 972)	16 056	24 037

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2019 à 2022 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
 - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
 - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
 - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la

gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

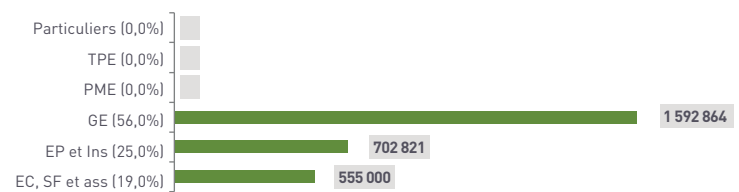
L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un évènement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la DGGR a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

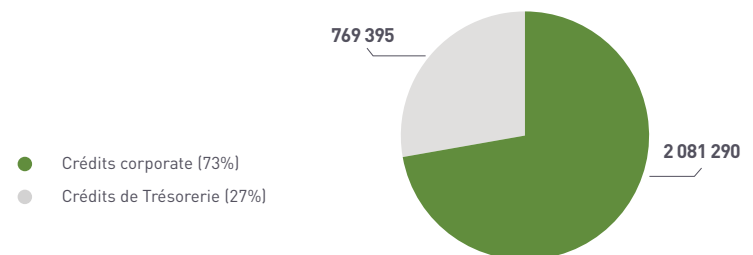
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin juin 2023 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits court terme.



Répartition des engagements «activité de crédit» au 30/06/2023

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHE

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de Value at Risk (VaR) est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres (FP)

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de Value at Risk (VaR) et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin juin 2023, les résultats de scénarii de stress, font ressortir une perte maximale de **17,41%** des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le premier semestre 2023, avec une moyenne de **144%** et un niveau minimum de **122%** en mars 2023.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assesment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
- Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA (Opérationnel Risk Self Assesment) de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Durant l'année 2022, la DGGR a mis en place un système d'information pour la gestion des risques opérationnels (HOPEX IRM) de l'éditeur MEGA. Ce système permet :

- Création d'un référentiel risque opérationnel automatiser ;
- Gestion intégrée du processus de cartographies des risques ;
- La gestion des incidents opérationnels ;
- Le backtesting des risques opérationnels identifiées ;
- Le suivi des plans d'actions relatifs au dispositif de maîtrise des risques ;
- L'édition des tableaux de bords et des reportings risques opérationnels.

Au titre du premier semestre de l'année 2023, la fonction « Risques Opérationnels » est devenue rattachée à une nouvelle direction intitulée « DROC : Direction des Risques Opérationnels et Contrôles ». L'objectif étant d'avoir une vision globale des risques opérationnels potentiels et avérés (incidents) et de leurs dispositifs de maîtrises mis en place (répertoires de contrôles 1^{er} et 2^{ème} niveaux).

La surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...)
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

L'exercice 2022 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Durant le premier semestre de l'année 2023, CDG Capital a participé le 23 et 24 mai 2023 au premier exercice de simulation de crise de la place financière au Maroc. L'objectif étant de contribuer au renforcement de la résilience opérationnelle de la Place, à travers une coordination efficace du plan de continuité d'activité de Bank Al-Maghrib avec celui des acteurs du secteur financier, essentiellement les banques et les infrastructures du marché financier.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital

requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...);
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin juin 2023, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 65% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 68 % sur base consolidée. Ceci s'explique par l'émission d'une dette subordonnée d'un montant de 500 MDH sur 10ans, considérée dans les fonds propres de catégorie 2.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

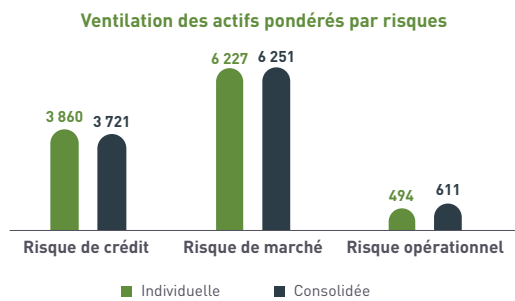
A fin juin 2023, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **1 548 Mdhs**, contre **1 563 Mdhs** sur base consolidée.

2.3 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT, RISQUES DE MARCHÉ ET RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

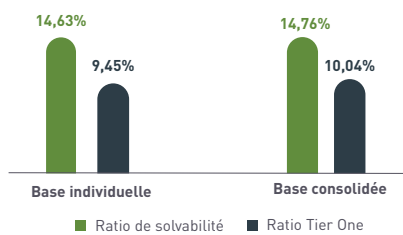
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin juin 2023 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 RATIO DES FONDS PROPRES DE BASE ET SOLVABILITÉ

A fin juin 2023, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina - Casablanca

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca

GROUPE CDG CAPITAL

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL et de ses filiales (GROUPE CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2023. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 1 143 798 KMAD, dont une perte nette consolidée de 6 068 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG Capital établis au 30 juin 2023, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 22 septembre 2023

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Coopers Audit Maroc S.A

(Signature)
Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 78 / 2 47 58

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 00 / 05 22 22 47 34
(Signature)
Abdellah Laghchaoui
Associé

Lien vers publications financières :
<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

BILAN

A C T I F	30/06/2023	31/12/2022
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	885 051	649 247
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	704 589	721 858
A vue	147 555	96 596
A terme	557 034	625 262
Créances sur la clientèle	2 334 049	1 792 809
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	635 217	599 143
Crédits et financements participatifs à l'équipement	1 387 370	1 192 266
Crédits et financements participatifs immobiliers	300	701
Autres crédits et financements participatifs	311 163	700
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	8 353 238	9 861 250
Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 947 544	7 681 292
Autres titres de créance	1 379 005	2 147 927
Titres de propriété	15 972	21 477
Certificats de Sukuk	10 717	10 553
Autres actifs	914 882	770 614
Titres d'investissement		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	249 014	248 313
Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	50 984	50 282
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	81 295	80 685
Immobilisations corporelles	10 590	11 462
TOTAL ACTIF	13 532 708	14 136 238

BILAN

P A S S I F	30/06/2023	31/12/2022
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 738 468	5 346 421
A vue	2 463 508	3 120 446
A terme	2 274 960	2 225 974
Dépôts de la clientèle	2 854 155	3 420 157
Comptes à vue créditeurs	2 035 925	2 024 819
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme	726 070	1 250 031
Autres comptes créditeurs	92 160	145 307
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	2 562 049	2 739 645
Titres de créance négociables émis	2 562 049	2 739 645
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	1 574 392	828 909
Provisions pour risques et charges	51 368	57 649
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	607 528	612 804
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	170 882	169 318
Capital	930 000	930 000
Actionnaires Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	29 770	66
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	14 097	31 268
TOTAL PASSIF	13 532 708	14 136 238

HORS BILAN

	30/06/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DONNES	3 293 057	5 007 868
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	295 247	283 313
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 361 172	2 132 382
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	636 638	2 592 173
ENGAGEMENTS RECUS	1 777 836	2 141 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	409 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	636 398	1 000 000
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

(EN milliers de DHS)	30/06/2023	30/06/2022
+ Intérêts et produits assimilés	99 136	61 685
- Intérêts et charges assimilées	134 050	86 327
MARGE D'INTERET	(34 914)	(24 641)
+ Commissions perçues	65 066	70 421
- Commissions servies	3 658	3 873
MARGE SUR COMMISSIONS	61 408	66 548
± Résultat des opérations sur titres de transaction	13 071	31 318
± Résultat des opérations sur titres de placement	3 482	(13 957)
± Résultat des opérations de change	(44 541)	48 528
± Résultat des opérations sur produits dérivés	71 697	1 784
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARGE	43 708	67 673
+ Divers autres produits bancaires	41 147	50 035
- Diverses autres charges bancaires	2 816	2 234
PRODUIT NET BANCAIRE	108 534	157 381
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	51	(169)
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	675	691
- Autres charges d'exploitation non bancaire	472	825
- Charges générales d'exploitation	99 300	90 957
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	9 488	66 121
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(991)	(2 565)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	(5 677)	(777)
RESULTAT COURANT	16 156	69 464
RESULTAT NON COURANT	-	-
- Impôts sur les résultats	2 060	7 446
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	14 097	62 018

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	30/06/2023	30/06/2022
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	14 097	62 018
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	11 952	14 043
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	269	169
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux		
23 (+) Dotations aux provisions réglementées		
24 (+) Dotations non courantes		
25 (-) Reprises de provisions	(6 603)	(877)
26 (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(84)	
27 (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28 (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29 (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	19 631	75 352
31 (-) Bénéfices distribués		85 560
(+) AUTOFINANCEMENT	19 631	(10 208)

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	30/06/2023	30/06/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	506 613	369 695
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	9 743	4 573
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	46 759	23 977
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	42 634	33 136
Produits sur titres de propriété et de certificats Sukuk	41 145	50 035
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	65 066	70 421
Autres produits bancaires	301 266	187 554
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	398 079	212 315
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	37 129	23 441
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	40 552	25 232
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	56 370	37 655
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	264 029	125 988
PRODUIT NET BANCAIRE	108 534	157 381
Produits d'exploitation non bancaire	675	691
Charges d'exploitation non bancaire	472	825
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	99 300	90 957
Charges de personnel	48 248	44 614
Impôts et taxes	1 416	1 386
Charges externes	31 223	25 343
Autres charges générales d'exploitation	6 461	5 571
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	11 952	14 043
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	874	1 306
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables		1 037
Autres dotations aux provisions	874	269
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	7 594	4 480
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	991	3 602
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	6 603	877
RESULTAT COURANT	16 156	69 464
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS	16 156	69 464
Impôts sur les résultats	2 060	7 446
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	14 097	62 018

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2023	31/12/2022
1 (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	465 468	877 671
2 (+) Récupérations sur créances amorties		
3 (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	591	1 216
4 (-) Charges d'exploitation bancaire versées	(386 871)	(647 144)
5 (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	(472)	(4 430)
6 (-) Charges générales d'exploitation versées	(87 348)	(171 638)
7 (-) Impôts sur les résultats versés	(2 060)	(4 683)
I Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	(10 691)	50 993
Variation des :		
8 (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	17 269	(194 275)
9 (+) Créances sur la clientèle	(541 240)	(653 985)
10 (+) Titres de transaction et de placement	1 509 003	1 623 774
11 (+) Autres actifs	(144 822)	397 030
12 (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13 (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(607 952)	(643 307)
14 (+) Dépôts de la clientèle	(566 002)	751 206
15 (+) Titres de créance émis	(177 596)	255 717
16 (+) Autres passifs	745 483	(1 384 130)
II Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	234 143	152 031
III FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	223 452	203 023
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	510	18
19 (-) Acquisition d'immobilisations financières	(701)	
20 (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(11 428)	(32 789)
21 (+) Intérêts perçus		
22 (+) Dividendes perçus	41 145	50 669
IV FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	29 526	17 898
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+) Emission de dettes subordonnées		100 029
25 (+) Emission d'actions		
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	(5 276)	
27 (-) Intérêts versés	(11 209)	(16 561)
28 (-) Dividendes versés		(85 560)
V FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	(16 485)	(2 092)
VI VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	235 804	218 829
VII TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	649 247	430 418
VIII TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	885 051	649 247

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTEFEUILLE TITRES

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

TITRES DE TRANSACTION	TITRES DE PLACEMENT	TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS
Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.	Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment	Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.
Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.	Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.	A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.
À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.	À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.	

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.	Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.	
Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.	

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE	TITRES DE CREANCES EMIS
Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.	<ul style="list-style-type: none"> Les émissions de certificats de dépôt (CD) vanilles sont comptabilisées à leur valeur nominale au taux d'intérêt contractuel. Les émissions de dettes structurées comportant un swap de performance sont évaluées et comptabilisées comme suit : <ul style="list-style-type: none"> La dette représentative du passif (contrat hôte) est comptabilisée à sa valeur nominale ; Le dérivé incorporé (swap de performance) fait l'objet d'une comptabilisation séparée (« split accounting ») en valeur de marché, et les variations de valeur à chaque arrêté comptable sont constatées en résultat (gain ou perte) en contrepartie d'un compte de régularisation.
Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.	

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	La reconnaissance en comptabilité du dérivé incorporé (swap de performance) associé à l'émission de CD structuré est de nature à : <ul style="list-style-type: none"> Traduire au mieux la réalité économique de l'émission de dette structurée (combinaison d'une émission vanille et d'un swap de performance) Éliminer le mismatch comptable entre d'une part, le passif représenté par les certificats de dépôts qui sont inscrits en comptabilité pour leur montant nominal, et d'autre part, les actifs et contrats de couverture y associés, lesquels sont évalués en valeur de marché (trading) ; 	Au 30/06/2023, la réévaluation au prix du marché du swap de performance a donné lieu à la comptabilisation à l'actif (rubrique "autres actifs") d'un dérivé de MAD 121 millions de dirhams, et s'est traduite par un impact positif sur le résultat net de MAD 64,8 millions.
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	30/06/2023	31/12/2022
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	885 051	8 421	10 353	128 218	1 032 043	745 234
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS FINANCIERS		300 000	255 000		555 000	618 333
AUTRES CREANCES		563			563	609
INTERETS COURUS A RECEVOIR		1 450	584		2 034	6 929
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	885 051	310 433	265 938	128 218	1 589 640	1 371 105

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur privé				Total	30/06/2023	Total	31/12/2022
	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle				
CREDITS DE TRESORERIE	70 821	10 737	545 568	535	627 662	627 662	594 677	
- Comptes à vue débiteurs	821	10 737	126 926	535	139 019	139 019	335 615	
- Créances commerciales sur le Maroc								
- Crédits à l'exportation								
- Autres crédits de trésorerie	70 000		418 642		488 642	488 642	259 062	
CREDITS A LA CONSOMMATION				1 974	1 974	1 974	2 089	
CREDITS A L'EQUIPEMENT	632 000		744 885		1 376 885	1 376 885	1 173 458	
CREDITS IMMOBILIERS				300	300	300	701	
AUTRES CREDITS			311 163		311 163	311 163	700	
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE								
INTERETS COURUS A RECEVOIR	10 915		5 151		16 066	16 066	21 185	
CREANCES EN SOUFFRANCE								
- Créances pré-douteuses								
- Créances douteuses								
- Créances compromises								
TOTAL	713 736	10 737	1 606 767	2 809	2 334 049	2 334 049	1 792 809	

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total	30/06/2023	Total	31/12/2022
			financiers	non financiers				
TITRES COTES	399		126	15 447	15 972	15 972	21 477	
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES								
OBLIGATIONS								
AUTRES TITRES DE CREANCE								
CERTIFICATS DE SUKUK								
TITRES DE PROPRIETE	399		126	15 447	15 972	15 972	21 477	
TITRES NON COTES	656 366	7 364 790	117 134	150 709	8 288 999	8 288 999	9 807 609	
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		6 917 843			6 917 843	6 917 843	7 671 994	
OBLIGATIONS	8 724	436 229	103 947	150 709	699 609	699 609	997 529	
AUTRES TITRES DE CREANCE	647 642		13 187		660 830	660 830	1 127 532	
CERTIFICATS DE SUKUK		10 717			10 717	10 717	10 553	
TITRES DE PROPRIETE								
TOTAL	656 765	7 364 790	117 260	166 156	8 304 971	8 304 971	9 829 086	

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	5 173 725	5 173 725	5 173 725			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	5 163 008	5 163 008	5 163 008			
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK	10 717	10 717	10 717			
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT*	3 193 520	3 200 392	3 193 825	31 455	24 610	37 666
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	1 769 945	1 770 430	1 778 300	15 595	15 110	
OBLIGATIONS	741 540	751 664	750 525	14 361	4 265	37 666
AUTRES TITRES DE CREANCE	665 709	661 207	665 000	377	4 879	
TITRES DE PROPRIETE	16 327	17 091		1 121	355	

TITRES D'INVESTISSEMENT

BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES
OBLIGATIONS
AUTRES TITRES DE CREANCE
CERTIFICATS DE SUKUK

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		
DEBITEURS DIVERS	914 882	770 614
Sommes dues par l'Etat	241 874	226 296
Débiteurs divers	354 438	279 561
Produit à recevoir	49 108	53 493
Charges constatées d'avance	934	
Autres comptes	268 528	211 264
TOTAL ACTIF	914 882	770 614

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	30/06/2023	31/12/2022
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	1 423 427	716 298
CREDITEURS DIVERS	150 964	112 611
Sommes dues à l'Etat	70 688	30 363
Créditeurs Divers	14 181	10 043
Dettes Fournisseurs	30 725	29 763
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	35 370	42 443
TOTAL PASSIF	1 574 391	828 909

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	3 000	100%	3 520	3 520
Autres titres de participation et emplois assimilés					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	10 000	13,0%	2 004	2 004
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,80%	70 274	37 274
Titres de l'activité de portefeuille					
Autres emplois assimilés	FINANCIER			11 917	11 647
TOTAL PARTICIPATIONS				282 284	249 014
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				282 284	249 014

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis et/ou prov début de l'ex	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis sur immo sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	191 499	10 289		201 788	110 813	9 679		120 493	81 295
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	190 409	9 602		200 011	110 813	9 679		120 493	79 518
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	1 090	688		1 777					1 777
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	67 425	1 827	796	68 455	55 963	2 272	370	57 865	10 590
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	22 324	281		22 605	18 937	638		19 575	3 031
Terrain d'exploitation									
Agencement Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	22 324	281		22 605	18 937	638		19 575	3 031
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	45 100	1 546	796	45 850	37 026	1 634	370	38 291	7 560
Mobilier de bureau d'exploitation	6 681			6 681	4 687	231		4 919	1 762
Matériel de bureau d'exploitation	1 077	27		1 104	923	29		952	152
Matériel informatique	34 875	1 039		35 915	29 691	1 231		30 922	4 992
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 467	480	796	2 151	1 724	144	370	1 497	653
Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT									
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation									
Mobilier et matériel hors exploitation									
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	258 923	12 116	796	270 243	166 776	11 952	370	178 358	91 885

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
06/04/2023	Matériel de transport	192	135	58	109	51	
06/04/2023	Matériel de transport	154	108	46	71	25	
17/04/2023	Matériel de transport	450	128	323	330	8	
TOTAL		796	370	426	510	84	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		4 818	55 673		60 491	89 909
VALEURS DONNEES EN PENSION	2 100 857		851 296		2 952 153	2 101 322
- au jour le jour			851 296		851 296	
- à terme	2 100 857				2 100 857	2 101 322
EMPRUNTS DE TRESORERIE		172 103	1 550 000		1 722 103	3 154 000
- au jour le jour			1 550 000		1 550 000	3 030 000
- à terme		172 103			172 103	124 000
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES		1 080			1 080	94
INTERETS COURUS A PAYER	1 733	268	641		2 642	1 096
TOTAL	2 102 590	178 268	2 457 610		4 738 468	5 346 421

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	5 215		736 872	80 905	2 035 877	1 386 906
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		629 416	90 000		719 416	709 731
AUTRES COMPTES CREDITEURS	79 572	1 976	10 352	260	92 160	1 315 864
INTERETS COURUS A PAYER		5 549	1 153		6 702	7 656
TOTAL	84 787	1 849 826	838 377	81 165	2 854 155	3 420 157

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	5,97%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/07/2022	26/07/2023	100	2,11%	INFINE	175 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	30/08/2022	29/08/2023	100	2,35%	INFINE	305 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/10/2022	26/10/2029	100	3,20%	INFINE	600 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/01/2023	01/08/2023	100	3,50%	INFINE	735 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/04/2023	25/10/2023	100	3,40%	INFINE	180 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/04/2023	26/04/2024	100	3,74%	INFINE	320 000			
TOTAL						2 515 000			

DETTES SUBORDONNEES

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
EMPRUNT SUBORDONNE	29/12/2022	Perpetuelle	100	5,32%	INFINE	100 000		
TOTAL						600 000		

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2022	Dotations	Reprises	Autres variations	30/06/2023
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	113 925	24 322	26 970		111 277
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 584				6 584
Titres de placement	65 477	23 448	26 649		62 275
Titres de participation et emplois assimilés	33 321	269	321		33 269
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	8 544	605			9 149
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	57 649		6 282		51 368
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	56 330		6 200		50 130
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	1 319		82		1 238
Provisions réglémentées					
TOTAL	171 574	24 322	33 252		162 644

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	30/06/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	2 656 420	2 415 695
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	295 247	283 313
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	295 247	283 313
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 361 172	2 132 382
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	2 361 172	2 132 382
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	1 141 438	1 141 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	641 438	641 438
Garanties de crédits	409 438	409 438
Autres garanties reçues	232 000	232 000
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital	930 000 000				
Montant du capital social souscrit et non appelé	0				
Valeur nominale des titres	100				
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus Exercice précédent	Exercice actuel	Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	9 299 994	9 299 994	100%	100%
MR KHALID SAFIR	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR HAMID TAWFIKI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
MR MOHAMED AMINE FILALI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR MOHAMED SULAIMANI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Total		9 300 000	9 300 000	100%	100%

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2022	Affectation du résultat	Autres variations	30/06/2023
Réserves et primes liées au capital	169 318		1 563	170 881
Réserve légale	67 318		1 563	68 881
Autres réserves	102 000			102 000
Capital	930 000			930 000
Capital appelé	930 000			930 000
Report à nouveau (+/-)	66		29 704	29 770
Résultat net de l'exercice (+/-)	31 268		(31 268)	14 097
TOTAL	1 130 652			1 144 749

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	30/06/2023	31/12/2022
Engagements donnés	636 638	2 592 173
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	636 638	2 592 173
Engagements reçus	636 398	1 000 000
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	636 398	1 000 000

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2023	31/12/2022
Opérations de change à terme			217 391	118 885
Devises à recevoir			1 233 571	1 264 804
Dirhams à livrer			(659 339)	(607 911)
Devises à livrer			(2 172 517)	(2 382 023)
Dirhams à recevoir			1 815 675	1 844 015
Engagements sur produits dérivés			108 174	111 590
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			108 174	111 590
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	405 000		
Hypothèques	546 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	22 409 352		
Total	23 361 122		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 427 405		
Autres titres	695 254		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	5 122 659		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	147 555			255 000	300 000	702 555
Créances sur la clientèle	564 829	969	226 299	176 135	1 349 751	2 317 983
Titres de créance	30 476	103 201	1 180 153	4 977 585	1 997 583	8 288 999
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	742 860	104 170	1 406 452	5 408 720	3 647 334	11 309 536
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 735 827					4 735 827
Dettes envers la clientèle	2 625 699		221 755			2 847 454
Titres de créance émis		1 415 000	500 000		600 000	2 515 000
Emprunts subordonnés					600 000	600 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						
TOTAL	7 361 525	1 415 000	721 755		1 200 000	10 698 280

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE*

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
25	4 508 787

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dont l'encours dépasse 10% des FPP

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	30/06/2022
ACTIF	1 110 921
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	128 218
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et investissement	982 703
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF	174 633
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	172 103
Dépôts de la clientèle	2 531
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	30/06/2022
Engagements donnés	2 374 358
Engagements reçus	1 431 167

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

NATURE	30/06/2023	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	1 130 452	1 099 384	1 095 009
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	108 534	264 635	288 904
2- Résultat Avant impôts	16 156	35 950	118 033
3- Impôts sur les résultats	2 060	4 683	28 097
4- Bénéfices distribués		85 560	87 420
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	29 770	4 497	4 590
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action	2	3	10
Bénéfice distribué par action		9	9
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	39 067	73 345	70 479

MARGE D'INTERET

	30/06/2023	30/06/2022
INTERETS PERCUS	99 136	61 685
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	9 743	4 573
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	46 759	23 977
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	42 634	33 136
INTERETS SERVIS	134 050	86 327
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	37 129	23 441
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	40 552	25 232
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	56 370	37 655

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	30/06/2023	30/06/2022
Titres de placement	145	275
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	41 000	49 760
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL	41 145	50 035

COMMISSIONS

	30/06/2023	30/06/2022
COMMISSIONS PERCUES	65 066	70 421
Commissions sur Fonctionnement de compte	47	118
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	48 765	37 365
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	6 901	13 246
Autres commissions sur prestations de services	9 354	19 692
COMMISSIONS SERVIES	3 658	3 873
Charges sur moyens de paiement	1 969	356
Commissions sur achats et ventes	173	271
Commissions sur droits de garde	1 187	2 864
Autres charges sur prestations	329	382

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2023	30/06/2022
PRODUITS	301 264	187 554
Gains sur les titres de transaction	61 317	104 845
Plus value de cession sur titres de placement	4 089	4 742
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	25 658	5 713
Gains sur les produits dérivés	80 996	2 058
Gains sur les opérations de change	129 203	70 195
CHARGES	257 555	119 881
Pertes sur les titres de transaction	48 246	73 527
Moins value de cession sur titres de placement	2 818	2 797
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	23 448	21 615
Pertes sur les produits dérivés	9 299	273
Pertes sur opérations de change	173 744	21 668
RESULTAT	43 708	67 673

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	30/06/2023	30/06/2022
Charges de personnel	48 248	44 614
Rémunérations du personnel	39 067	36 175
Charges sociales	6 023	5 643
Autres charges	3 159	2 796
Impôts et taxes	1 416	1 386
Charges externes	31 223	25 343
Autres charges générales d'exploitation	6 461	5 571
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	11 952	14 043
TOTAL	99 300	90 957

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	30/06/2023	30/06/2022
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	37 236	61 566
Autres produits bancaires	301 266	187 554
Autres charges bancaires	264 029	125 988
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	203	(133)
Produits d'exploitation non bancaires	675	691
Charges d'exploitation non bancaires	472	825
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	874	1 306
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	7 594	4 480
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS		
Produits non courants		
Charges non courantes		

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2023 AU 30 JUIN 2023

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	108 534	9 488	16 156
- Autres activités			
TOTAL	108 534	9 488	16 156

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Maroc	108 534	9 488	16 156
- Autres zones			
TOTAL	108 534	9 488	16 156

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	14 096	
Bénéfice net	14 096	
Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	3 198	
1- Courantes	1 138	
- Charges sur exercices antérieurs	667	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions		
- Charges non déductible	455	
- Excédent d'amortissements voitures	16	
2- Non courantes	2 060	
- Impôts sur les sociétés	2 060	
- Contribution à la solidarité		
III - DEDUCTIONS FISCALES		47 345
1- Courantes		47 345
- Produits des titres de participations et placement		41 145
- Reprise de provisions		6 200
2- Non courantes		
TOTAL	17 295	47 345
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		30 050
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		
OU		
Déficit net fiscal (B)		30 050
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)
Exercice n-1

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I DETERMINATION DU RESULTAT	30/06/2023
Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	16 156
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	1 138
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	47 345
Résultat courant théoriquement imposable (=)	(30 051)
Impôt théorique sur résultat courant (-)	2 060
Résultat courant après impôts (=)	14 096

II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES



PASSIFS EVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2019 à 2022 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales de CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés	B- Affectation des résultats
Décision de l'AGO du 28/04/2023	
Report à nouveau	RESERVES LEGALES
Résultats nets en instance d'affectation	RESERVES FACULTATIVES
Résultat net de l'exercice	Dividendes
Prélèvements sur les bénéfices	RAN
Autres prélèvements	
Réserves facultatives	
TOTAL A	TOTAL B
31 334	31 334

EFFECTIFS

EFFECTIFS	30/06/2023	31/12/2022
Effectifs rémunérés	172	161
Effectifs utilisés	172	161
Effectifs équivalent plein temps	172	161
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	172	161
Cadres (équivalent plein temps)	165	161
Employés (équivalent plein temps)	5	5
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION	
. Date de clôture (1)	30-juin-2023
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	18-sept.-2023

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables



TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	30/06/2023	30/06/2023
Titres dont l'établissement est dépositaire	527	110 242 156
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 375 804
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	64	58 120 709
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	460	49 745 643
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	30/06/2023	31/12/2022
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	30/06/2023	31/12/2022
		(en nombre)
Comptes courants	453	446
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 991	1 975
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	7	11
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	10	8
TOTAL	2 461	2 440

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE



Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca



83, Avenue Hassan II
Casablanca

CDG CAPITAL S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2023. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1 752 277 KMAD, dont un bénéfice net de 14 097 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL S.A arrêtés au 30 juin 2023, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 22 septembre 2023

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 46 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 74 / 47 34

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Coopers Audit Maroc S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdellah Laghchaoui
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

CDG CAPITAL

Tour Mamounia,
Place Moulay El Hassan,
Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
E-mail : comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma